

Audience publique du 24 octobre 2018

Recours formé par
Monsieur ...et consort, ..., (France),
contre une décision du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
en matière d'aides financières de l'Etat pour études supérieures

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 40464 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 8 décembre 2017 par Maître Pascal Peuvrel, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ...et de Monsieur ..., les deux demeurant à F-..., tendant à l'annulation d'une décision du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du 12 septembre 2017 lui refusant l'octroi d'aides financières de l'Etat pour études supérieures ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 5 mars 2018 ;

Vu le mémoire en réplique de Maître Pascal Peuvrel déposé au greffe du tribunal administratif le 30 mars 2018 ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 27 avril 2018 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision attaquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Estelle Buret, en remplacement de Maître Pascal Peuvrel, et Monsieur le délégué du gouvernement Luc Reding en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 10 octobre 2018.

Moyennant un formulaire établi par le Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur (CEDIES) auprès du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Monsieur ...sollicite en septembre 2017 une aide financière pour études supérieures en rapport avec son inscription en première année d'une formation en tourisme organisée par ...à ... (France), pour le semestre d'hiver de l'année académique 2017/2018.

Par un courrier du 12 septembre 2017, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ci-après désigné par « le ministre », refusa de faire droit à cette demande dans les termes suivants :

« Je suis au regret de vous annoncer que votre demande en vue de l'obtention d'une aide financière de l'Etat pour études supérieures pour le semestre d'hiver 2017-2018 a été

refusée pour la raison suivante :

La formation que vous suivez ne constitue pas un cycle d'études supérieures relevant du système d'enseignement supérieur de l'Etat où le titre sanctionnant la formation est conféré, tel que défini à l'article 2 point (1) de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière pour études supérieures.

En effet, la formation que [vous] suivez est sanctionnée par un diplôme d'école privée. [...]. »

Par requête inscrite sous le numéro 40464 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 8 décembre 2017, Monsieur ...a fait introduire un recours tendant à l'annulation de la décision de refus prévisée du ministre. Monsieurdéclara intervenir volontairement dans le cadre du dudit recours.

Quant à la recevabilité

Etant donné que ni la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures, ci-après « la loi du 24 juillet 2014 », ni aucune autre disposition légale ne prévoient la possibilité d'introduire un recours de pleine juridiction en matière de refus d'aides financières de l'Etat pour études supérieures, seul un recours en annulation a pu être introduit en la présente matière.

Il convient toutefois de vérifier la recevabilité de l'intervention volontaire introduite par Monsieur ..., en sa qualité de père de l'étudiant, dans la mesure où la partie étatique se rapporte à prudence de justice à ce sujet, ce qui équivaut à une contestation.

A cet égard, il y a lieu de rappeler qu'une intervention est recevable dès lors que l'intervenant justifie d'un intérêt direct ou indirect, matériel ou moral, la jurisprudence des juridictions civiles admettant même que le risque que le jugement à intervenir ne crée un simple préjugé favorable comme constitutif d'un intérêt suffisant pour intervenir¹, l'intérêt à intervenir étant d'ailleurs apprécié de manière plus libérale que l'intérêt à agir, de sorte que sont recevables à intervenir tous ceux qui n'ont pas un intérêt direct à la solution du litige, mais à l'égard desquels le principe de cette solution peut avoir des incidences².

A ce titre, Monsieurexpose avoir un intérêt à intervenir aux côtés de son fils, à sa charge, et ce tant du point de vue de la suppression des allocations familiales qu'il ne percevrait plus, que de celui des bonifications fiscales qui y seraient liées et qu'il perdrait également. A cela s'ajouterait que si le tribunal venait à ne pas accueillir la demande en annulation de son fils, celui-ci n'aurait droit à aucune aide financière, ce qui aurait pour conséquence que le coût de ses études resterait à la charge définitive de son père.

Le tribunal est amené à retenir qu'au regard de ces explications, Monsieurdoit être considéré comme justifiant d'un intérêt suffisant pour intervenir volontairement dans le présent litige et présenter ses moyens en appui du recours. Une requête en intervention volontaire, lorsqu'elle intervient en appui à une requête, peut en effet seulement étayer les moyens

¹ Voir Lux. 21 juin 1972, Pas. 22, p. 229.

² Trib. adm. 22 juillet 2009, n° 24495 du rôle, Pas. adm. 2018, V° Procédure contentieuse, n°478 et les autres références y citées ; voir aussi Trib. adm. 11 janvier 2012, n° 27576, 27679, 27689 et 28442 du rôle, disponibles sous www.jurad.etat.lu.

développés dans la requête principale ; ainsi, par une intervention, un intervenant ne peut ni étendre la portée de la requête, ni exposer des moyens nouveaux³ : en d'autres termes, l'intervenant ne peut que s'associer à l'action principale.

Sous cette réserve, il y a lieu d'admettre que tant le recours en annulation, que l'intervention volontaire, sont recevables pour avoir été, par ailleurs, introduits dans les formes et délai de la loi.

Quant au fond

A l'appui de leur recours, les parties demanderesse et intervenante, dénommées ci-après « les consorts... », passent tout d'abord en revue l'évolution de la législation luxembourgeoise relative aux aides financières de l'Etat pour études supérieures depuis que la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a rendu l'arrêt Giersch en date du 20 juin 2013⁴.

Elles font ensuite valoir que les études suivies par Monsieur ...respecteraient les exigences posées à l'article 2, paragraphe (1), de la loi du 24 juillet 2014 pour qu'un étudiant puisse se voir octroyer des aides financières de l'Etat pour études supérieures.

La partie demanderesse déclare, en effet, être inscrite dans un programme d'enseignement supérieur au sens de l'article 2, paragraphe (1) de la loi du 24 juillet 2014 qui désignerait, selon elle, tout programme d'enseignement post-baccalauréat, tel que ce serait le cas en l'espèce puisque le niveau BAC serait requis pour être admis au sein de l'institut

La partie demanderesse estime encore remplir la condition tenant à la poursuite d'un cycle d'études dont la réussite procure à l'étudiant un grade, diplôme, certificat ou autre titre délivré par une autorité compétente, puisque la formation suivie par elle permettrait la délivrance d'un diplôme intitulé « Certificat de membre d'équipage de cabine – CCA », qui serait réglementé par « l'arrêté ministériel du 26 mars 2013 ».

Monsieur ...ajoute que l'institut ... serait, par ailleurs, un établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat français qui délivrerait un diplôme mis en place par le règlement (UE) n°1178/2011 du 3 novembre 2011 déterminant les exigences techniques et les procédures administratives applicables au personnel navigant de l'aviation civile conformément au règlement (CE) n°216/2008 du Parlement européen et du Conseil, modifié par le règlement (UE) n°290/2012 de la Commission du 30 mars 2012.

Enfin, les parties demanderesse et intervenante demandent à travers le dispositif de la requête introductive d'instance au tribunal de « *poser toute question préjudicielle qui lui paraîtra pertinente à la Cour de Justice de l'Union européenne, respectivement à la Cour Constitutionnelle luxembourgeoise* ».

Dans son mémoire en réplique, la partie demanderesse s'appuie sur une attestation délivrée par ...suivant laquelle la formation suivie par elle lui permettrait de capitaliser 120 crédits ECTS sous réserve de la réussite aux examens, soit un équivalent BAC +2, pour maintenir que la formation qu'elle suivrait donnerait lieu à la délivrance d'un diplôme national

³ M. Leroy, Contentieux administratif, 3^e édition, p.566.

⁴ CJUE 20 juin 2013, Giersch e.a., C-20/12.

par une entité reconnue par l'Etat français dont le ministère de tutelle serait le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

La partie étatique conclut, quant à elle, au rejet du recours pour ne pas être fondé.

Elle sollicite également le rejet de la demande, telle que formulée dans le dispositif de la requête introductive d'instance, visant à voir poser toute question préjudicielle à la Cour de Justice de l'Union européenne, sinon à la Cour constitutionnelle.

Le tribunal, saisi d'un recours en annulation, vérifie si les motifs sont de nature à motiver légalement la décision attaquée et contrôle si cette décision n'est pas entachée de nullité pour incompétence, excès ou détournement de pouvoir, ou pour violation de la loi ou des formes destinées à protéger des intérêts privés.

L'article 2 de la loi du 24 juillet 2014, tel que modifié par la loi du 23 juillet 2016, précitée, dispose comme suit :

« (1) Pour être éligible à l'aide financière dans le cadre de la présente loi, l'étudiant doit être inscrit à temps plein ou à temps partiel dans un cycle d'études supérieures dont la réussite confère un diplôme, titre, certificat ou grade de l'enseignement supérieur correspondant aux lois et règlements régissant l'enseignement supérieur de l'Etat où le titre est conféré. Le cycle d'études doit être reconnu par l'autorité compétente de cet Etat comme relevant de son système d'enseignement supérieur. [...] ».

Aux termes de cet article, applicable au cas d'espèce, les aides financières sont réservées aux seuls étudiants inscrits dans un cycle d'études supérieures à l'issue duquel l'étudiant qui a réussi se voit attribuer un diplôme, titre, certificat ou grade de l'enseignement supérieur correspondant aux lois et règlements régissant l'enseignement supérieur de l'Etat où le titre est conféré, ce cycle d'études devant être reconnu par l'autorité compétente de l'Etat conférant le titre en question comme relevant de son système d'enseignement supérieur. Le tribunal relève, à cet égard, que, par le biais de la loi du 23 juillet 2016, précitée, la définition de l'éligibilité des formations de l'enseignement supérieur au bénéfice d'une aide financière de l'Etat a fait l'objet d'une ouverture pour y inclure également les cycles qui sont diplômés par une université ne se situant pas sur le territoire où la formation a lieu, et ce, par opposition à la loi du 24 juillet 2014, qui exigeait que le diplôme devait être reconnu par les autorités du pays dans lequel la formation se déroulait⁵.

Ce n'est donc pas la qualité de l'établissement dispensant une formation donnée qui est déterminante pour que des études soient éligibles aux aides financières de l'Etat prévues à l'article 2, paragraphe (1), prévisé, mais celle des études poursuivies elles-mêmes qui doivent faire partie d'un cycle d'études reconnu par une autorité compétente du pays où ledit cycle est diplômé comme relevant de son système d'enseignement supérieur.

Il y a ensuite lieu de relever que le refus ministériel d'octroyer à la partie demanderesse l'aide financière sollicitée est fondé sur le constat que la formation suivie par celle-ci ne constituerait pas un cycle d'études supérieures au sens de l'article 2, paragraphe (1), de la loi du 24 juillet 2014, à savoir un cycle d'études relevant du système d'enseignement supérieur de

⁵ Projet de loi n°6975, commentaires des articles, *ad* article 2.

l'Etat où le titre sanctionnant la formation est conféré, mais qu'elle serait sanctionnée par un diplôme d'école privée.

Il résulte des pièces versées en cause par Monsieur ...à l'appui de sa demande d'aides financières, et plus particulièrement de l'attestation émise par l'..., sise à ..., qu'il y était inscrit, en ce qui concerne l'année visée par la demande d'aides litigieuses, en première année de la formation « ASSISTANT ... », de sorte qu'en l'espèce, c'est l'Etat français qui doit reconnaître la formation litigieuse comme relevant de son système d'enseignement supérieur.

A titre liminaire, il y a, dans ce contexte, encore lieu de constater que les développements contenus dans la requête introductive d'instance relatifs au statut d'un institut dénommé « ... » et à la nature des diplômes délivrés par ledit institut sont dénués de pertinence dans le cadre du présent litige puisque, tel que le relève à juste titre la partie gouvernementale dans son mémoire en réponse, la demande d'aides financières introduite par la partie demanderesse et les pièces invoquées à l'appui de celle-ci avaient uniquement trait à sa formation « ASSISTANT ... », suivie au sein de ...et non pas à une formation poursuivie au sein de l'institut ..., étant encore relevé que la partie demanderesse n'a pas fourni la moindre explication complémentaire à ce sujet dans son mémoire en réplique.

En conséquence, l'analyse du tribunal se limitera à la qualification de la seule formation en relation avec laquelle le ministre a été saisi d'une demande d'aides financières par Monsieur ...et par rapport à laquelle il a pris la décision actuellement litigieuse.

Force est ensuite de relever que si la partie demanderesse affirme certes que ses études rempliraient les conditions fixées à l'article 2, paragraphe (1), de la loi du 24 juillet 2014, le tribunal constate toutefois que cette affirmation n'est étayée par aucun élément de preuve tangible.

En effet, la seule circonstance que l'enseignement dispensé par ...soit un enseignement post-baccalauréat ne signifie en tout état de cause pas qu'il corresponde forcément à un enseignement supérieur reconnu comme tel par l'Etat français, un enseignement post-baccalauréat pouvant également viser un enseignement supérieur certes poursuivi après le baccalauréat mais ne relevant pas nécessairement du système d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat français.

Ensuite, la partie demanderesse ne fournit aucun document probant dont il résulterait que les autorités compétentes françaises reconnaîtraient, tel qu'exigé par l'article 2 de la loi du 24 juillet 2014, la formation « ASSISTANT ... » comme étant un programme d'enseignement supérieur faisant partie d'un cycle d'études à l'issue duquel l'étudiant qui a réussi se voit attribuer un grade, diplôme ou autre titre d'enseignement supérieur et étant reconnue par l'autorité compétente française comme relevant de son système d'enseignement supérieur.

Plus particulièrement, la partie demanderesse n'a pas fourni de certificat de l'autorité française compétente pour reconnaître le programme d'enseignement et le cycle d'études dans lequel elle était inscrite en ce qui concerne l'année visée par la demande d'aides litigieuse comme relevant de son système d'enseignement supérieur.

Il ressort, au contraire, du dossier administratif et des explications non contestées de la partie gouvernementale que la formation poursuivie par la partie demanderesse au sein de ...est

sanctionnée non pas par un diplôme national, un diplôme d'Etat, un diplôme conférant un grade académique ou un diplôme revêtu d'un visa officiel, mais par un certificat d'école qui sanctionne une formation propre à l'établissement sans bénéficiaire de la reconnaissance par l'Etat, ni d'aucune garantie de qualité par un organisme référent.

Finalement, tel que le relève à juste titre la partie gouvernementale, le seul fait que la formation poursuivie par la partie demanderesse au sein de l'Ecole Internationale de ... permette de capitaliser 120 crédits ECTS ne signifie pas, contrairement à ce qu'affirme péremptoirement la partie demanderesse, qu'elle donnerait lieu à la délivrance d'un diplôme national. Tel que relevé ci-avant, il se dégage, au contraire, de la documentation officielle fournie par la partie gouvernementale que la formation en question est sanctionnée par un simple certificat d'école ne bénéficiant pas d'une reconnaissance par l'Etat français.

Au vu de ce qui précède et à défaut de preuve contraire en ce sens rapportée par les parties demanderesse et intervenante, le tribunal est amené à conclure que la formation litigieuse n'est pas sanctionnée par un diplôme, titre, certificat ou grade de l'enseignement supérieur correspondant aux lois et règlements régissant l'enseignement supérieur de l'Etat où le titre est conféré, de sorte que les conditions posées par l'article 2, paragraphe (1) de la loi du 24 juillet 2014 ne sont pas remplies en l'espèce.

C'est dès lors à bon droit, sans violer la loi, ni le principe de proportionnalité, ainsi que sur base d'une appréciation correcte des faits de l'espèce que le ministre a refusé d'octroyer à la partie demanderesse l'aide sollicitée.

S'agissant finalement de la demande de saisine de la Cour de Justice de l'Union européenne et de la Cour constitutionnelle, celle-ci est à rejeter, comme n'étant pas autrement étayée.

Au vu des considérations qui précèdent, le recours sous analyse doit être rejeté pour n'être fondé en aucun de ses moyens.

Compte tenu de l'issue du litige, la demande en paiement d'une indemnité de procédure de 2.500 euros formulée par les parties demanderesse et intervenante est à rejeter.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours en annulation en la forme ;

reçoit en la forme l'intervention volontaire introduite par Monsieur;

au fond, déclare le recours non justifié, partant en déboute ;

rejette la demande en paiement d'une indemnité de procédure formulée par les parties demanderesse et intervenante;

condamne les parties demanderesse et intervenante aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 24 octobre 2018 par :

Annick Braun, vice-président,
Alexandra Castegnaro, premier juge,
Alexandra Bochet, juge,

en présence du greffier Michèle Hoffmann.

s. Michèle Hoffmann

s. Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 25/10/2018

Le Greffier du Tribunal administratif